

Faits marquants de la CdP 16 à la CLD : Vendredi 6 décembre 2024

Ce vendredi marquait la « Journée de la Gouvernance » à la 16^e réunion de la Conférence des Parties à la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification (CdP 16 à la CLD). Les événements parallèles ont souligné l'importance d'une gouvernance foncière et de régimes fonciers responsables et inclusifs, et un dialogue interactif de haut niveau a examiné le rôle des gouvernements infranationaux dans l'accélération de la Gestion durable des terres (GDT).

La gouvernance foncière était également à l'ordre du jour des négociations, alors que le groupe de contact du Comité d'ensemble (COW) a achevé une première lecture du projet de décision sur les régimes fonciers. Il a également travaillé sur le projet de texte relatif à la dégradation des terres comme facteur de migrations.

Le COW a abordé en outre les tempêtes de sable et de poussière (TSP), la problématique de genre et les prairies et pâturages. Le Comité de la science et de la technologie (CST) a abordé l'interface entre science et politique, le partage des connaissances et le transfert de technologies, ainsi que le programme de travail de l'interface science-politique (ISP). Les groupes de contact du CST et du budget, ainsi que le groupe informel sur la sécheresse, se sont réunis.

Comité d'ensemble

Tempêtes de sable et de poussière : Le Secrétariat a présenté le document [ICCD/COP\(16\)/16](#) et le projet de décision [ICCD/COP\(16\)22](#). Le GROUPE AFRICAÏN, la TUNISIE, la SYRIE et le MEXIQUE ont appelé au renforcement des capacités et, avec le VENEZUELA, à la mobilisation de ressources financières pour faire face aux TSP. La GRENADE a demandé des ressources pour comprendre l'ampleur des impacts sociaux, sanitaires, environnementaux et économiques des TSP.

Le GROUPE AFRICAÏN, la CHINE, le VENEZUELA, le KENYA, le TADJIKISTAN et les ORGANISATIONS DE LA SOCIÉTÉ CIVILE (OSC) ont appelé à renforcer les systèmes de surveillance et d'alerte précoce. L'ARABIE SAOUDITE a salué l'initiative Alertes précoces pour TOUS, portée par le bureau Moyen-Orient de l'Organisation météorologique mondiale (OMM) pour consolider les systèmes de sa région.

De nombreux pays, dont le GROUPE AFRICAÏN, la SYRIE, l'INDE, BAHREÏN et la GRENADE, ont soutenu la coopération

régionale et mondiale pour la gestion des catastrophes naturelles. Les ÉTATS-UNIS ont demandé des éclaircissements sur les progrès réalisés dans l'élaboration d'un programme mondial d'information sur les TSP, étant donné qu'il n'existe pas de solution « à taille unique ». Le Secrétariat de la CLD a répondu que l'initiative mondiale de mise en œuvre des stratégies de développement durable élaborée par le Mécanisme mondial (MM) sera adaptée aux circonstances régionales, nationales et infranationales.

L'IRAK et le VENEZUELA ont soutenu des plans d'action nationaux et régionaux. Le MEXIQUE a déclaré que les TSP devraient faire partie des stratégies nationales de Neutralité en matière de dégradation des terres (NDT) et des plans de développement dans tous les secteurs à l'échelle régionale et nationale. L'UE a souligné l'importance des efforts bilatéraux et multilatéraux.

La RÉPUBLIQUE DE CORÉE a décrit les efforts de coopération en Asie du Nord-Est et a appelé au soutien du MM et du Fonds pour l'environnement mondial. Le Turkménistan, au nom de l'ASIE CENTRALE, a décrit la stratégie régionale de lutte contre le TSP.

Le KENYA, l'ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR L'ALIMENTATION ET L'AGRICULTURE (FAO) et les OSC ont appelé à s'attaquer aux causes des TSP, et le KENYA a identifié la déforestation anthropique, le surpâturage et les pratiques agricoles non durables. Les ÉMIRATS ARABES UNIS (EAU) ont encouragé l'agriculture durable et l'augmentation de la végétation. La CHINE a appelé à promouvoir des pratiques durables de gestion des terres et de l'eau. Le TADJIKISTAN a promu la biodiversité, les mentalités respectueuses de l'environnement et l'augmentation de la couverture forestière. L'UE a soutenu les solutions fondées sur la nature et les mesures d'atténuation de la perte de sols.

La FAO a exposé la Directive CLD-FAO sur l'intégration de la gestion des tempêtes de sable et de poussière dans les principaux domaines politiques, et a mis en lumière la Décennie des Nations Unies pour la lutte contre les tempêtes de sable et de poussière, 2025-2035. La TURQUIE a déclaré que la Directive doit être adaptée aux contextes spécifiques en tenant compte des circonstances nationales.

La Présidente du COW, Anna Luise, a transmis le projet de décision au groupe de contact.

Genre : Le Secrétariat a présenté le document sur le genre ([ICCD/COP\(16\)/17](#)) et le projet de décision correspondant ([ICCD/COP\(16\)/22](#)).

Le CHILI, l'UE, l'Australie et d'autres ont appelé à la promotion de l'égalité de genre dans l'ensemble de la Convention et de la parité de genre au sein des délégations. La CHINE a soutenu la poursuite du Caucus sur le genre lors des futures réunions de la CLD et a encouragé la coordination entre la CLD, ONU Femmes et d'autres organisations pour promouvoir l'autonomisation des femmes.

BAHREIN a déclaré que les politiques doivent être fondées sur la justice sociale et l'autonomisation économique des femmes et des jeunes. La délégation a également réitéré la nécessité d'inclure la perspective de genre dans les stratégies environnementales et de développement, et les droits des femmes dans la prise de décisions environnementales. La MALAISIE a décrit ses efforts nationaux visant à donner aux femmes les moyens de prendre des décisions. La MONGOLIE a indiqué qu'elle avait intégré l'égalité de genre dans ses plans de gestion de l'environnement et des terres.

La RÉPUBLIQUE DOMINICAINE et la MONGOLIE ont souligné les défis auxquels sont confrontées les femmes et les filles, en particulier dans les zones rurales, le PANAMA affirmant qu'elles sont également les premières à prendre des initiatives et à innover. Le BÉNIN a souligné les défis auxquels les femmes sont confrontées lorsqu'elles ne bénéficient pas d'un régime foncier sécurisé et a soulevé des questions sur la manière de surveiller cette situation dans différents contextes.

Le BRÉSIL a déclaré que les droits des femmes doivent être défendus dans les politiques publiques et soutenus par un financement approprié. Le CHILI a exprimé son engagement en faveur d'une approche fondée sur les droits humains pour l'autonomisation des femmes et des filles et, avec l'UE et l'INDE, a souligné la nécessité de données solides ventilées par genre. L'INDE a également soutenu le développement d'indicateurs tenant compte des questions de genre pour mieux suivre l'impact et garantir une mise en œuvre plus inclusive.

La MONGOLIE a déclaré qu'un groupe de femmes leaders environnementales récemment créé contribuera à garantir que l'égalité de genre soit une priorité à la CdP 17. Les OSC ont souligné que l'égalité de genre est essentielle pour lutter contre la désertification, la dégradation des terres et la sécheresse (DDTS), et ont appelé à une plus grande prise en compte des questions de genre au sein de la CLD. Elles ont appelé à intégrer les recommandations du Plan d'action pour l'égalité de genre dans les activités de la CLD, y compris la création d'un point focal pour l'égalité de genre afin de favoriser les synergies entre les Conventions de Rio. Elles ont également appelé à mobiliser des ressources pour soutenir les programmes spécifiques en matière de genre et pour permettre aux OSC de participer en tant qu'observatrices aux groupes de contact de la CdP.

La Présidente du COW, Anna Luise, a transmis le projet de décision au groupe de contact.

Prairies et pâturages : Le Secrétariat a présenté le document sur ce point ([ICCD/COP\(16\)/CST/21](#)).

La TANZANIE et le BOTSWANA ont appelé le MM à identifier des outils innovants et efficaces de gestion financière

et de gestion des risques. La CHINE et la MONGOLIE ont salué le rapport thématique sur les pâturages et les éleveurs établi par Global Land Outlook et publié plus tôt cette année. La CHINE a recommandé au Secrétariat de procéder à des analyses scientifiques supplémentaires et de mobiliser des ressources additionnelles.

Le PÉROU a souligné la nécessité d'une approche participative coordonnée concernant les pâturages. L'UE a souligné l'importance d'aligner la mise en œuvre sur d'autres objectifs mondiaux pertinents. La CHINE a appelé à établir des liens avec d'autres processus internationaux. De nombreux pays ont souligné les synergies entre la perte de biodiversité, les changements climatiques, la pénurie d'eau et les moyens de subsistance.

Le BOTSWANA a déclaré que les prairies et pâturages revêtent une importance culturelle profonde pour les sociétés du désert et les peuples autochtones. La TANZANIE a mis l'accent sur les valeurs sociales et culturelles. L'INDE a appelé à la mise en place de cadres protégeant les traditions pastorales. La FAO a plaidé en faveur du renforcement des capacités des éleveurs et des communautés, et du soutien aux approches participatives et sensibles au genre. Le CGIAR a soutenu des outils durables et participatifs pour les prairies et pâturages. Les OSC ont plaidé en faveur des droits fonciers et ont appelé à veiller à ce que les prairies et pâturages soient inclus dans les processus de planification et de prise de décision.

Les EAU ont mis l'accent sur la gestion des pâturages pour la sécurité alimentaire et la pénurie d'eau, et ont mis en avant des méthodes d'agriculture verticale pour maximiser l'utilisation des ressources et enrichir la biodiversité. La FAO, l'INDE et la PALESTINE ont souligné la sécurité alimentaire et la nutrition. Le VENEZUELA a évoqué l'agriculture régénératrice, les pratiques sans pesticides ni herbicides pour accélérer la récupération des sols, la restauration des habitats et l'équilibre écologique. Les OSC ont soutenu les approches agroécologiques.

Le BOTSWANA et les ÉTATS-UNIS ont discuté de leurs directives nationales sur les pâturages. La RÉPUBLIQUE DOMINICAINE a déclaré que deux de ses huit objectifs de NDT concernent les pâturages. Le PÉROU a proposé d'intégrer la GDT dans les politiques nationales visant à atteindre la NDT. La TANZANIE et la FAO ont attiré l'attention sur l'Année internationale des pâturages et des éleveurs pastoraux en 2026. La Présidente Luise a renvoyé cette question au groupe de contact du COW.

Comité de la science et de la technologie

Interface entre science et politique et partage des connaissances : Interface entre science et politique, partage des connaissances et transfert de technologies : Le Secrétariat a présenté les documents sur ce point ([ICCD/COP\(16\)/CST/5](#) et [ICCD/COP\(16\)/CST/10](#)).

L'UE et la CHINE ont salué les recommandations actualisées du Secrétariat, et l'UE a suggéré une collaboration plus étroite avec l'Initiative sur l'économie de la dégradation des terres afin d'intégrer davantage les aspects économiques et commerciaux dans l'ISP et le CST. La CHINE a décrit ses efforts visant à accroître les investissements publics et à mobiliser le

secteur privé pour soutenir la reconstruction écologique et la revitalisation rurale.

Le VENEZUELA a exprimé sa satisfaction pour le travail de l'ISP, en soulignant qu'il lui a permis de fixer des objectifs de NDT et de gestion de la sécheresse. La délégation s'est interrogée sur la façon de mettre en œuvre recommandations fournies sur le terrain.

Les OSC ont souligné l'importance cruciale de combler le fossé entre science et politique pour lutter contre la désertification, la destruction des ressources et la sécheresse, et ont appelé à supprimer de façon continue les obstacles au transfert de technologies, en particulier pour les pays en développement.

ONU HABITAT, au nom des AGENCES SPÉCIALISÉES DES NATIONS UNIES, a noté que, dans le cadre du COW, un certain nombre de Parties a souligné l'importance des données relatives aux régimes fonciers, tandis que le Caucus sur le genre a appelé à des données ventilées par genre pour mieux comprendre le fossé de genre en matière de droits fonciers. La délégation a noté les enjambées significatives réalisées en matière de soutien à la surveillance des données, mais a averti que les résultats révèlent des progrès mitigés en matière de régimes fonciers. Le Comité a transmis le projet de décision au groupe de contact.

Programme de travail de l'interface science-politique au-delà de 2024 : Le Secrétariat a présenté le document correspondant à ce point ([ICCD/COP\(16\)/CST/7](#)) et le projet de décision contenu dans le document [ICCD/COP\(16\)/CST/10](#). Les OSC ont appelé à élargir le mandat de l'ISP, à la doter des moyens nécessaires pour aborder efficacement son programme de travail, à prendre en compte les points de vue des femmes, des jeunes, des communautés locales et des peuples autochtones, et à élaborer des outils et des lignes directrices faciles d'accès qui présentent des solutions concrètes aux décideurs politiques et aux parties prenantes concernées.

Les ÉTATS-UNIS ont demandé que la CdP dispose d'un délai suffisant pour examiner les priorités et les impacts du programme de travail de l'ISP dans l'optique d'éviter qu'il soit difficile à mettre en œuvre.

L'UE a suggéré une période de transition ne dépassant pas deux ans au-delà de 2024, au cours de laquelle l'ISP devrait fonctionner à titre consultatif, et a appelé à dresser un bilan approprié des trois conventions de Rio. La délégation a recommandé de diffuser des synthèses de rapports techniques et d'amplifier les exemples nationaux.

Le JAPON a demandé que la troisième édition du Global Land Outlook (GLO) soit soumise à un véritable examen par les pairs, et a suggéré à l'ISP de renforcer sa coordination avec le GLO.

L'ARGENTINE a suggéré que le programme de travail de l'ISP devrait inclure moins de concepts et de thèmes et aborder plutôt des développements scientifiques plus larges, concis et adaptés aux contextes des pays, tout en gardant à l'esprit que les pays en développement ont moins de personnes en capacité de mettre en œuvre le travail.

L'OMM a demandé des éclaircissements sur l'expression « produits d'information sur les interventions rapides » présente dans le document, en estimant que « documents d'information sur les interventions périodiques » serait plus approprié.

Le Comité a transmis la décision au groupe de contact.

Groupes de contact

COW : Sous la direction d'Asher Nkegbe (Ghana), le groupe de contact du COW chargés des questions diverses a repris l'examen du projet de décision sur les régimes fonciers. Les délégués ont terminé la première lecture du texte et ont suggéré d'ajouter de nouveaux éléments, notamment la nomination de points focaux sur les régimes fonciers, le renforcement des capacités de ces points focaux, des consultations nationales sur les régimes fonciers, des approches numériques novatrices pour cartographier les droits fonciers légitimes et la création d'une boîte à outils sur les régimes fonciers sur le site Web de la CLD.

Les délégués ont ensuite abordé le projet de décision sur la dégradation des terres comme facteur de migrations. Concernant la promotion du développement territorial durable, les délégués ont débattu de la question de savoir s'il fallait faire référence à la réduction des « migrations et déplacements forcés », des « migrations et des déplacements forcés » ou des « migrations et déplacements » ; et sur celle de définir si les TSP devaient être contemplées dans ce cadre, étant donné qu'il s'agit d'un point distinct de l'ordre du jour.

CST : Animé par Joseph Noel (Grenade), le groupe de contact du CST a poursuivi ses délibérations sur le projet de décision relatif aux systèmes d'utilisation durable des terres (SLUS), en se concentrant sur les alinéas relatifs à la création d'un environnement propice aux SLUS. Le groupe a achevé l'examen du projet de décision et l'a transmis au CST.

Dans les couloirs

Les « synergies » sont apparues comme une priorité au cours de cette première semaine de la CdP 16. Plusieurs personnes ont exprimé la nécessité de réfléchir d'une façon qui soit transversale à tous les systèmes, forums et domaines de pratique. « Nous parlons d'une seule voix », a déclaré un Secrétaire exécutif de Convention de Rio, à propos des deux autres. Le mantra tout au long des séances plénières, comités et groupes de contact martelait de façon générale que les décisions relatives à la biodiversité, aux changements climatiques et à la DDTS sont indissociables. Alors que certains délégués ont évoqué l'alignement de la gestion des terres vis-à-vis des objectifs de séquestration du carbone poursuivis par la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques et vis-à-vis d'une transition énergétique juste, d'autres ont signalé la nécessité de garde-fous environnementaux relatifs à la fois aux produits chimiques et aux cadres de biodiversité. Un délégué a déclaré que les décisions prises dans le cadre des accords multilatéraux sur l'environnement (AME) ne devraient pas se nuire les unes aux autres.

« La CLD est une clé de voute », a déclaré un participant. « Une approche holistique de la gestion adéquate des terres peut permettre de limiter tous les impacts sur tous les écosystèmes terrestres ». Un autre a souligné que la restauration des terres implique forcément la restauration de la biodiversité. Malgré ce consensus grandissant, il reste à voir si cette pensée synergique peut être incorporée aux négociations. Un délégué exaspéré a déclaré : « Nous parlons tous de l'importance de s'attaquer aux causes de la triple crise planétaire – mais nous devons réellement les inclure dans le texte le moment venu ! » Un autre a plaisanté : « Nous devons vraiment commencer à parler d'une approche pan-AME. »